

## L'énergie

● (2100)

Mes amis créditistes parlent d'une politique énergétique, mais nous avons vu l'énergie du cours inférieur de ce fleuve vendue pour une bouchée de pain par le parti créditiste de la Colombie-Britannique environ un tiers de la valeur qu'elle aurait rapporté aux prix actuels. Ils parlent d'une affaire et ils critiquent le NPD aujourd'hui. Ce sont eux qui ont sacrifié à vil prix le pétrole et le gaz en Alberta. Ils ont négocié les ventes aux sociétés multinationales et ils ont obtenu l'appui du parti conservateur à la Chambre. Il est temps que les Canadiens connaissent les faits tels qu'ils sont.

Jetons un autre regard sur ce dossier dont le parti conservateur est si fier. Nous avons des ennuis au Canada, surtout dans l'Est à cause d'une politique établie par le parti conservateur en 1961 lorsqu'il a établi la ligne Borden et qu'il a refusé de construire un pipe-line jusqu'à Montréal et jusqu'à Québec où se trouvent les raffineries. Si on avait construit ce pipe-line, nous ne serions pas dans le pétrin aujourd'hui. La crise de l'énergie était imminente en tout cas mais l'agitation, les bouleversements et les difficultés que connaissent la province de Québec et l'Est du Canada seraient moins graves. Tout irait mieux aujourd'hui si ce gouvernement avait été assez prévoyant il y a 12 ans pour construire le pipe-line. D'ailleurs, notre parti appuyait la construction de ce pipe-line à l'époque. Ce n'est rien de nouveau, le NPD était en faveur de cette politique dès le début.

Examinons encore le dossier du fier parti conservateur. Si nous voulons le juger sur sa politique de conservation du pétrole et du gaz, examinons un peu ce qu'il a fait. Que s'est-il passé en 1961 lorsqu'il a révisé entièrement les règlements en matière de pétrole et de gaz régissant par exemple la prospection dans le nord du pays? Certains des règlements édictés par les gouvernements antérieurs étaient encore là, mais le gouvernement conservateur ne les a pas changés.

**M. Nielsen:** C'est faux, et vous le savez.

**M. Harding:** Disons alors que vous n'avez jamais changé les principaux. Permettez-moi de mentionner un règlement qui a été édicté en 1961 à l'égard des concessions pétrolières dans le nord. A une certaine époque, en vertu des anciens règlements, si un particulier ou une compagnie ayant une concession pétrolière y trouvait du pétrole, un certain pourcentage de cette concession revenait à la Couronne et était mis aux enchères. Lorsque les conservateurs étaient au pouvoir en 1961 ils ont changé ce règlement et permis à la compagnie de conserver cette partie de la concession en payant des redevances plus élevées.

**M. Nielsen:** Où est allé le reste?

**M. Baker:** Racontez-nous tout.

**M. Harding:** Permettez-moi de préciser que lorsque les États-Unis ont découvert du gaz et du pétrole à la baie Prudhoe et qu'il y avait des milliards de dollars en jeu, le gouvernement libéral a décidé d'abroger le Règlement n° 1 de 1961. Il l'a abrogé pendant un certain temps, mais les compagnies pétrolières l'ont finalement obligé à le rétablir.

J'estime que le gouvernement devrait étudier sérieusement tous les règlements concernant le pétrole et le gaz en

[M. Harding.]

ce qui concerne le nord du Canada car si on a fait des largesses c'est bien dans cette région. Nos amis nous disent que les compagnies pétrolières ont besoin de plus d'argent et de plus de bénéfices pour boucler leur budget. Tout l'argent qu'elles consacrent à la prospection est déductible de l'impôt. Il y a deux ans, on nous donnait des statistiques indiquant que ces compagnies ne payaient que 5.7 p. 100 d'impôt sur leurs bénéfices d'écriture. C'est absolument scandaleux à notre époque. Voilà un exemple de la libre entreprise et ils nous demandent d'examiner le dossier qu'ils ont présenté à la Chambre lorsqu'ils étaient au pouvoir. Je prétends que cela suffit pour effrayer n'importe qui. Pas étonnant que les politiques dont ils préconisent l'adoption soient impopulaires.

Permettez-moi de vous donner simplement un ou deux exemples de ce que les redevances sur le pétrole dans le Nord signifient pour les Canadiens. Il doit être parfaitement clair pour tous qu'une révision de ces règlements s'impose. Dans le Nord, les redevances s'élèvent à 5 p. 100 pour les trois premières années et à 10 p. 100 par la suite. En Alaska, les redevances sont fixées au taux uniforme de 20 p. 100. Si un gazoduc venant de la baie Prudhoe captait la moitié du gaz de la région de la baie Prudhoe et la moitié de celui du bassin hydrographique du fleuve Mackenzie, au taux actuellement en vigueur, c'est-à-dire 30 cents le mille pieds cubes, la compagnie pétrolière qui exerce son emprise sur le gaz, et c'est peut-être la même qui contrôle le gaz dans les deux régions, paierait, sur une période de dix ans, 276 millions de dollars de plus à l'Alaska qu'au Canada. Puis on vient nous dire qu'une politique de ce genre est satisfaisante pour le Canada. Le ministre et le gouvernement feraient mieux d'examiner de près la situation dans le Nord, car elle est mauvaise.

**Une voix:** Dites-le-leur au caucus.

**M. Harding:** Le NPD aimerait proposer bien des choses au cours de ce débat. Notre chef a fait un excellent discours. Lorsque nous réclamons une politique nationale de l'énergie, nous ne pensons pas uniquement au pétrole et au gaz, mais également à l'eau, à l'uranium et aux autres types d'énergie au Canada. Lorsque nous pensons à nos sources d'énergie, nous devons nous choisir une stratégie industrielle à l'échelle du pays. Allons-nous suivre les politiques banales et usées des libéraux et des conservateurs et vendre la majorité de nos matières premières aux autres pays, en leur laissant le soin de les transformer, ce qui enlève des centaines de milliers d'emplois aux Canadiens?

**Une voix:** Les envoyer à Cuba et au Chili, je suppose.

**M. Harding:** Depuis que mon parti siège à la Chambre des communes, nous insistons pour que l'on transforme au Canada même davantage de matières premières. Lorsque nous assurerons la transformation des matières premières au Canada, nous triplerons ou quadruplerons, à mon avis, le besoin de tous les types d'énergie. Il faut établir des plans et élaborer des programmes. Il faut savoir où nous allons avant de céder nos précieuses ressources de pétrole et de gaz aux autres pays. Une des difficultés auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui provient du fait que nous avons engagé ces ressources sans planification suffisante. A l'heure actuelle l'Office national de l'énergie est saisi d'une demande de l'Hydro-Ontario pour l'exportation d'une quantité fantastique d'électricité aux États-Unis.